

Petit crédit et crise financière

L'initiative parlementaire qui vise à interdire la PUB pour le petit crédit a passé la rampe du Conseil national : c'est une première décision dans la bonne direction. Il est temps de redonner sa juste valeur au travail et de mettre en garde contre l'argent facile, le plaisir immédiat, la vie à crédit ; ne pas agir face à la dérive actuelle de l'endettement des jeunes et d'une partie des adultes, c'est autoriser qu'une valeur fondatrice de la Suisse, le travail, soit durablement ébranlée.

Mais l'endettement de nombreuses familles pose une autre question : le travail est-il correctement rémunéré ? Le nombre de working poors a augmenté dans notre société depuis 2000 ; ces personnes travaillent à temps complet mais leur salaire ne permet pas de faire vivre la famille. Dans cette même période, la productivité en Suisse a augmenté de 15%, les salaires eux, n'ont progressé en valeur réelle que de 1,5 à 2 %.

La crise financière que le monde occidental traverse depuis 2008 a été déclenchée par les subprimes ; de nombreux citoyens américains vivaient largement au-dessus de leurs moyens, à crédit, en surendettement flagrant. Depuis la chute du mur de Berlin, le capitalisme a développé une arrogance à tout crin, refusant toute restriction. Le néolibéralisme sans foi ni loi, sans valeur humaniste, avec comme seul moteur le profit immédiat à n'importe quel prix a été porté aux nues par Mme Thatcher en Grande Bretagne et Messieurs Reagan et Bush aux USA. Parallèlement, l'Etat et son rôle, tout comme la fiscalité ont été dénigrés par les puissants, politiciens compris. Ce courant de pensée a dominé les deux dernières décennies. Depuis, les géants bancaires ont montré leurs pieds d'argile, nécessitant une recapitalisation par les Etats, donc par les contribuables. L'adage : « privatiser les bénéfices et socialiser les pertes » a pris sa juste mesure, et ce n'est pas fini ! La crise a atteint les Etats et ce sont les populations, les personnes les plus fragiles d'abord, qui en font les frais.

Pour réguler cette économie casino, les premières mesures sont enfin prises : La loi « Too big to fail » a été mise sous toit au Parlement, resserrant le cadre dans lequel les banques seront autorisées à se mouvoir ; les gouvernements européens parlent d'introduire une taxe Tobin pour freiner la spéculation dans les transactions financières. Si rien n'est encore acquis, il est à nouveau permis d'envisager un cadre légal strict pour la haute finance, car chacun voit la nécessité de redonner sa juste place à l'économie réelle, et au travail.

Un tel changement de paradigme ne se fera pas en un jour, surtout dans notre monde globalisé. Dès maintenant il faut agir, chacun à sa place, pour redonner des règles et des valeurs éthiques à l'économie. Le chemin sera long, mais la lutte en vaut la peine : c'est le bien vivre ensemble qui en dépend !

Josiane Aubert, conseillère nationale